

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

Saint-Etienne, le 23 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

COVERIS FLEXIBLE FRANCE (EX.BRITTON)

EX. VERIPLAST
FONTROUSSE
42700 Firminy

Références : UID4243-EAR-23-206
Code AIOT : 0006103346

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07 juin 2023 dans l'établissement COVERIS FLEXIBLE FRANCE implanté FONTROUSSE 42700 Firminy. L'inspection a été annoncée le 02 mai 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COVERIS FLEXIBLE FRANCE (EX.BRITTON)
- ex. VERIPLAST FONTROUSSE 42700 Firminy
- Code AIOT : 0006103346
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société COVERIS Flexible France est spécialisée dans la transformation de matières plastiques pour la production d'emballage. Soucieuse de son environnement, l'entreprise a mis en place de nouveaux process afin de pouvoir substituer ses encres solvantées par des encres aqueuses. Elle a ainsi considérablement diminué le volume de solvants utilisés. Aussi, l'achat d'une balayeuse a permis de récupérer les granulés de plastique pouvant être libérés lors des depotages. Le site est propre et bien entretenu.

Le site évolue et des projets sont en cours de réflexion :

- Un nouveau chemin d'accès est envisagé sur la partie EST du site,
- la toiture de l'atelier sacherie va être refectionner (isolation , désamiantage, ..).

Une reflexion sur les trappes de désenfumage doit être faite. Un porter à connaissance doit être envoyé à l'inspection en amont des travaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les rejets atmosphériques (COV et chaudières),
- le fonctionnement de l'oxydateur,
- la zone déchet extérieure, le hall E, le local chaufferie ont été visités.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------|--|--|-------------------|
| 3 | AIR | AP Complémentaire du 08/06/2020, article 3.2.3 | / | Sans objet |
| 6 | AIR : combustion | AP Complémentaire du 08/06/2020, article 3.2.5 | / | Sans objet |
| 7 | AIR : Chauffage | AP Complémentaire du 08/06/2020, article 10.5 | / | Sans objet |
| 9 | AIR : COV | AP Complémentaire du 08/06/2020, article 10.3 | / | Sans objet |
| 10 | ETUDE DE DANGERS | AP Complémentaire du 08/06/2020, article 10.2 | / | Sans objet |
| 12 | SUJETS DIVERS | AP Complémentaire du 08/06/2020, article 1.5.1 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------------|---|--|-------------------|
| 1 | DECHETS | AP Complémentaire du 08/06/2020, article 1.7.11 | / | Sans objet |
| 2 | AIR | AP Complémentaire du 08/06/2020, article 3.2.1 | / | Sans objet |
| 4 | PRODUITS CHIMIQUES : solvants | AP Complémentaire du 08/06/2020, article 3.2.6 | / | Sans objet |
| 5 | PRODUITS CHIMIQUES : solvants | AP Complémentaire du 08/06/2020, article 3.2.7 | / | Sans objet |
| 8 | AIR : reduction des rejets | AP Complémentaire du 08/06/2020, article 10.4 | / | Sans objet |
| 11 | EAU | AP Complémentaire du 08/06/2020, article 10.1 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise doit s'adapter aux marchés et aux nouvelles habitudes des usagers d'utiliser moins de plastique. Pour y parvenir, une réflexion est menée vis à vis de l'utilisation des machines aussi bien en terme de process (passage aux encres à l'eau plutôt que solvantées) qu'en terme de dépenses énergétiques (choix de machines performantes adaptées aux besoins). L'entreprise est en constante évolution .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : DECHETS

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2020, article 1.711 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Quantités maximales de déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : En regard du montant des garanties financières proposées par l'exploitant et fixées par l'article 1.7.2 de l'arrêté préfectorale du 8/06/2020, les quantités maximales de déchets présents sur le site ne doivent pas dépasser les valeurs ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">- Déchets non dangereux : 16,5 tonnes- Déchets dangereux solides : 8 tonnes- Déchets dangereux liquides : 24 m3 |
| Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de connaître en temps réel le volume de déchets stockés sur son site. Pour ne pas dépasser les quantités maximales autorisées dans son arrêté préfectoral, il organise des enlèvements mensuels de déchets. Les 2 Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD) fournis lors de l'inspection, en date du 13/04/2023, montrent que les déchets solides enlevés au mois d'avril représentaient une quantité de 2,6 t. Ce tonnage est considéré comme conforme au vu du seuil autorisé fixé à 8 tonnes. Il faut noter que les volumes de déchets produits ont été diminués ces dernières années car les encres utilisées sont des encres à l'eau qui génèrent moins de boues. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : AIR

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2020, article 3.2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : 3 points de rejets sont recensés : <ul style="list-style-type: none">- conduit 1 : oxydateur COV- conduit 2 : 3 chaudières différentes : la chaudière 1 (1.74 MW) , la chaudière 2 (1.16 MW), la chaudière 3 (0.592MW)- conduit 3 : 3 Groupes électrogènes de 1.3 MW chacun |
| Constats : L'exploitant a surveillé les rejets des chaudières 2 et 3 en 2023 (conduit 2) et ceux de l'oxydateur en octobre 2022 (conduit 1). Les rejets de la chaudière N°1 (conduit 2) n'ont pas été vérifiés. Les GE étant considérés comme des installations de secours, ne sont pas soumis à vérification périodique. |
| Observations : L'exploitant fera vérifier les rejets de la chaudière 1 quand celle-ci sera mise en route en hiver 2023. Pour l'année 2023, les analyses de l'oxydateur seront réalisées en même temps. Délai de transmission des résultats : 31/12/223 |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : AIR

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2020, article 3.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Oxydateur |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. Le rendement de l'oxydateur thermique n'est pas inférieur à 97 %. Pour l'activité d'impression, le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée (en Incluant les solvants utilisés pour le nettoyage).</p> <p>L'exploitant devra décrire dans une procédure les modalités d'exploitation (diminution de la production, stockage de pièces de rechange, contrat de dépannage...), en cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'oxydateur de COV. Les heures d'indisponibilité de l'oxydateur ne pourront pas être supérieures à 60 h/an, et un registre de ces heures devra être renseigné et tenu à disposition de l'inspection. Les émissions estimées pendant cette période de dysfonctionnement devront être prises en compte dans le PGS.</p> <p>COVNM (exprimée en carbone total) 10 mg/Nm3 NOx(en équivalent NO;) 100 mg/Nm3 CH4 50 mg/Nm3 CO 100 mg/Nm3</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les valeurs de rejets de l'analyse en sortie d'oxydateur 2022 sont en dessous des Valeurs Limite d'Exposition pour le COVNM, Co, CH4 et NOx. L'analyse est donc conforme.</p> <p>Le rendement de l'oxydateur est de 96,9 %, valeur très légèrement inférieure à 97 %, valeur fixée par l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>Pour justifier ce pourcentage l'exploitant indique avoir considérablement diminué la quantité de solvants utilisés en remplaçant les encres solvantées par des encres à l'eau. Il a déclaré avoir utilisé 80 tonnes de solvants en 2019 alors qu'il a en utilisé que 25 tonnes en 2022 (données GEREP). Cette diminution de solvants a remis en cause le fonctionnement normal de l'oxydateur qui est paramétré avec des données d'entrées bien définies (concentration de solvants entrants, débits) .</p> <p>L'exploitant déclare ne pas avoir de procédure écrite sur les modalités de fonctionnement mais indique avoir un contrat d'entretien avec un prestataire.</p> |
| <p>Observations :</p> <p>L'exploitant est en cours de réflexion afin d'adapter l'unité de traitement de COV à son nouveau mode de fonctionnement. Il informera l'inspection sur les suites données.</p> <p>L'exploitant devra mettre en place une procédure sur les modalités d'exploitation de l'oxydateur (diminution de la production, stockage de pièces de rechange, contrat de dépannage...), et en cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'oxydateur de COV. Les heures d'indisponibilité de l'oxydateur seront consignées dans un registre. Les flux de COV émis pendant ces indisponibilités seront estimés par le calcul.</p> <p>Délai de réalisation et de transmission à l'inspection : 31/12/2023</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : PRODUITS CHIMIQUES : solvants

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2020, article 3.2.6 |
| Thème(s) : Produits chimiques, cas particulier des installations utilisant des substances émettant des COV |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment que les solvants utilisés sur site, ne contiennent pas des composés volatils spécifiques visés à l'annexe III et à l'article 27 -7° c de l'arrêté ministériel du 02 février 2019 . |
| Constats : L'exploitant déclare faire des extractions, 2 fois / an, via le logiciel SEIRICH afin de vérifier que les produits utilisés ne contiennent pas de substances indésirables. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : PRODUITS CHIMIQUES : solvants

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2020, article 3.2.7 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Plan de gestion des solvants (PGS) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées dans la mesure où l'installation consomme plus d'une tonne de solvants par an. L'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation ainsi que les actions mises en œuvre permettant de réduire les possibilités d'émissions diffuses. La consommation annuelle de solvant organique pour l'activité d'impression et de nettoyage est inférieure à 120 tonnes et le flux total d'émissions, canalisées et diffuses est limité à un flux annuel de 14 t/an. L'exploitant devra être en mesure de justifier ces dispositions. |
| Constats : D'après son PGS 2022, l'exploitant a démontré que ces émissions s'élèvent à 6,2 tonnes. Ce PGS n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection. La réduction de consommation est notable. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2020, article 3.2.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Chaudières de secours |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les groupes électrogènes sont des appareils destinés aux situations d'urgence, c'est-à-dire qu'ils sont destinés uniquement à alimenter les systèmes de sécurité électrique de l'établissement où à prendre occasionnellement le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci. Ils devront fonctionner moins de 500 heures par an.</p> <p>Un relevé des heures de fonctionnement sera fourni annuellement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de fournir un relevé d'heure de fonctionnement.</p> |
| <p>Observations : non conforme. L'exploitant doit respecter les dispositions ci-après :</p> <p>Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur un livret de chaufferie. En outre, la tenue du livret de chaufferie est réalisée conformément à l'annexe de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts</p> <p>Délai de mise en place du document : 01/07/2023</p> <p>Rappel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définition : Les appareils de combustion destinés uniquement à alimenter les systèmes de sécurité électrique de l'établissement ou à prendre occasionnellement le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci ou du réseau électrique entrent dans cette catégorie d'installations de combustion « appareil de secours ». <p>Certaines dispositions (VLE et fréquence des mesures) ne s'appliquent pas aux appareils de secours. L'exploitant doit pouvoir garantir le fait que ce soit un appareil d'urgence et non un appareil d'appoint* (par exemple, pour des questions financières, il ne doit pas utiliser son appareil d'urgence fonctionnant au fuel pour palier à la hausse du coût de l'électricité).</p> <p>*Appareil d'appoint : appareil de combustion susceptible d'être utilisé en remplacement d'un appareil présent dans l'installation de combustion ou en complément notamment en cas de besoin de chaleur supplémentaire dans l'établissement.</p> <p>Contrôles périodiques et respect des VLE s'appliquent.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : AIR : Chaufferie

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2020, article 10.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mise aux normes |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le local chaufferie sera mis aux normes selon l'échéancier en date du 23 avril 2019 proposé par l'exploitant et les conclusions de étude de danger réalisées à l'article 10.2 |
| Constats : L'exploitant déclare avoir fait réaliser les travaux nécessaires au local chaufferie : des vannes de coupure et des détecteurs de fuite ont été installés. |
| Observations : Lors de l'inspection, les vannes et capteurs ont été observés. L'exploitant doit fournir la facture permettant de justifier de la bonne réalisation des travaux. Délai de transmission : 01/07/23 (le devis signé a déjà été fourni) |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : AIR : reduction des rejets

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2020, article 10.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Pour l'atelier d'extrusion, l'exploitant estimera les qualités (caractérisation des COV spécifiques éventuels) et les quantités de COV potentiellement issus des extrudeuses. Une méthode d'estimation sera proposée à l'inspection pour être validée dans les 3 mois après la notification de l'arrêté Les émissions diffuses seront évaluées chaque année via le plan de gestion des solvants (pour l'activité d'impression) et via la méthode identifiée ci-dessus (pour l'activité d'extrusion). Et devront prendre en compte toutes les sources des émissions diffuses du site. Les différentes sources des émissions diffuses seront identifiées et priorisées pour adapter les mesures de réduction dans un délai de 2 ans. Dans le même temps, il procède à l'étude de faisabilité visant à la substitution progressive des encres solvantées. Un point avec l'inspection sera fait au 31/12/2020. |
| Constats : Des mesures d'ambiance autour des extrudeuses ont été réalisées (Rapport 11992392-001-1 du 16/07/2021). Les Mesures ont été réalisées sur la plateforme de la tour de la ligne n°7, sur une passerelle sous le film plastique en cours de production. Le temps de prélèvement a été de 5 heures. Les résultats des mesures réalisées sont inférieurs à la VLEP 8h (donnée ici à titre indicatif) des substances contrôlées (plus d'une vingtaine de substances dont l'alcool éthylique , l'acétate d'éthyle, ... utilisées sur le site). L'exploitant a dans le même temps fait des essais pour substituer ses encres solvantées. Au jour de l'inspection, il ne restait qu'une imprimeuse sur les 5 à convertir aux encres aqueuses. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : AIR : COV

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2020, article 10.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, EQRS |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de réaliser une évaluation quantitative des risques sanitaires dans un délai de 6 mois après la parution de l'arrêté en prenant en compte toutes les sources de COV estimées du site et en prenant en compte les périodes de dysfonctionnement de l'oxydateur fixées à l'article 3.2.2. |
| Constats : L'exploitant a réalisé des analyses des rejets diffus le 16/07/2020 (constat 8). Les valeurs des analyses des rejets diffus étant très faibles, l'exploitant n'a pas mis à jour son EQRS. |
| Observations : L'exploitant doit mettre à jour l'EQRS du site avec toutes les données disponibles. Délai : 30/12/2023 |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : ETUDE DE DANGERS

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2020, article 10.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, ZONE ATEX |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'étude de dangers jointe au dossier devra être mise à jour suite à la réorganisation des ateliers (cf ARTICLE 9). Si des travaux devaient être engagés ou des aménagements devaient être réalisés pour diminuer le risque à un niveau acceptable, le délai de réalisation serait de 6 mois. En tout état de cause, une porte coupe feu sera installée entre le local E et le local A dès finalisation de l'étude correspondante et dans les 6 mois suivants la notification du présent arrêté. L'exploitant conduira dans le même temps une étude spécifique pour définir précisément le(s) zonage(s) ATEX du site. Ils seront indiqués sur le plan des zones à risques et ne pourront y être utilisés que des matériels ATEX. |
| Constats : La porte coupe feu entre le local A et le local E a été installée. Les zones ATEX ont été déterminées et des plans permettant de localiser ces zones ont été réalisés. |
| Observations : Les plans ATEX peuvent être améliorés si la nature de la substance ou du gaz représentant un risque est précisée ; les plans seront envoyés à l'inspection pour mise à jour du dossier . Délai de transmission : 31/12/2023 |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : EAU

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2020, article 10.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, rejets industriels |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets d'eaux industrielles, feront l'objet d'une caractérisation dans un délai de 6 mois à compter de la date de signature du présent arrêté, permettant de se positionner vis-à-vis des dispositions introduites par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 (ayant modifié l'arrêté du 2 février 1998) pour les substances énumérées dans le dit arrêté.</p> <p>Cette caractérisation, adressée à l'inspection pourra notamment permettre d'apprécier si ces eaux peuvent être apparentées à des eaux domestiques. Dans ce cas, et après avis de l'inspection des installations classées, l'exploitant pourra se voir dispensé de l'application de l'article 4.5.2.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les eaux apparentées à des eaux industrielles (eaux de la laveuse représentant 55 litres à 110 litres / jour) ont été caractérisées. Les résultats d'analyse du 03/03/2021 montrent qu'aucune substance n'est présente en quantité pouvant être préoccupante. Les eaux peuvent être assimilées à des eaux domestiques.</p> <p>Il faut préciser que les eaux de lavage des imprimeuses sont évacuées dans des boues d'encre, donc comme déchets dangereux.</p> <p>L'exploitant peut être dispensé d'analyser ces eaux.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : SUJETS DIVERS

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2020, article 1.5.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Modification du champs de l'autorisation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation , par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>A travers un PAC en date du 17/02/2021, l'exploitant a informé l'inspection d'un projet d'aménagement des ateliers et d'agrandissement de l' espace de stockage actuel ainsi qu'une augmentation du volume de fluides frigorigènes utilisés. Ce projet n'engage aucune modification des rubriques, et aucun dépassement des seuils déjà établis.</p> <p>Cependant, le volume de stockage passe de 1200 m3 à 1970 m3 dans le local E (rubrique 2663-2c). Afin de garantir qu'aucun danger supplémentaire n'a été crée, l'exploitant doit effectuer une modélisation des flux thermiques (application Flumilog) des stockages ainsi augmentés.</p> <p>Délai de réalisation : 31/12/2023</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |